



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

généralités

Question au Gouvernement n° 4484

Texte de la question

PROTECTION DE NOTRE MODÈLE SOCIAL

M. le président. La parole est à M. Guillaume Garot, pour le groupe socialiste, écologiste et républicain.

M. Guillaume Garot. Monsieur le président, ma question s'adresse à Mme la ministre des affaires sociales et de la santé.

M. Dominique Tian. Marisol Touraine n'est pas là !

M. Guillaume Garot. Les Français sont très attachés à notre système de santé et à la Sécurité sociale. Qu'il soit riche ou qu'il soit pauvre, chacun a le droit d'être soigné. C'est pourquoi les Français ont des raisons d'être inquiets lorsque le candidat de la droite à la présidentielle François Fillon (*Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains*)...

M. Christian Jacob. Ça suffit ! C'est une séance de questions au Gouvernement !

M. Guillaume Garot. ...projette d'abaisser le niveau de notre sécurité sociale en limitant les remboursements à certaines maladies, en revenant sur la généralisation du tiers payant et en coupant dans les effectifs de la fonction publique, et donc aussi du service public hospitalier.

Mais les Français ont aussi des sujets de préoccupation très immédiats. C'est le cas dans mon département, la Mayenne, lorsque les médecins partent à la retraite sans être remplacés, phénomène qui touche autant les campagnes que les villes. (*Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains*.)

Mme Laure de La Raudière. Qu'avez-vous fait ?

M. Guillaume Garot. À Laval, par exemple, en trois ans, dix médecins ont cessé leur activité. Seuls quatre nouveaux ont vissé leur plaque, malgré les efforts déployés à la fois par les collectivités territoriales et les professionnels pour convaincre de jeunes médecins de venir s'installer.

Il y a urgence ! Urgence parce que de nombreux patients se retrouvent sans médecin traitant, avec les risques que cela comporte en période d'épidémie comme c'est le cas actuellement avec la grippe.

Mme la ministre de la santé continue d'agir de façon résolue pour relever le défi de la démographie médicale, en particulier par le biais d'aides à l'installation dans les zones déficitaires.

Pouvez-vous nous préciser, dans le débat qui s'engage, quelle est l'action du Gouvernement pour consolider

notre modèle de protection sociale et garantir l'égalité de tous les Français devant la santé ?

M. le président. La parole est à Mme la secrétaire d'État chargée des personnes handicapées et de la lutte contre l'exclusion.

Mme Ségolène Neuville, secrétaire d'État chargée des personnes handicapées et de la lutte contre l'exclusion. Monsieur le député, vous avez raison, les Français sont très attachés à notre système de protection sociale, à l'accès aux soins et à la santé.

M. Patrick Ollier. Nous aussi !

M. Christian Jacob. Mais ils ne sont pas attachés aux socialistes !

Mme Ségolène Neuville, secrétaire d'État. C'est un sujet qui devrait rassembler l'ensemble des personnes qui sont engagées en politique.

Le Gouvernement est lui aussi très attaché à notre système de protection sociale et à l'accès aux soins. C'est la raison pour laquelle, depuis 2012, nous avons mis en place, avec Marisol Touraine, ministre de la santé, un certain nombre de mesures...

M. Guy Geoffroy. Comme des remboursements !

Mme Ségolène Neuville, secrétaire d'État. ...pour favoriser l'installation de médecins dans les zones peu denses, ce dont vous parliez, notamment par le versement de bourses aux étudiants en médecine et d'aides financières aux médecins généralistes qui s'installent en désert médical...

M. Élie Aboud. Cela ne fonctionne pas !

Mme Ségolène Neuville, secrétaire d'État. ...et en permettant l'installation d'un certain nombre de maisons de santé pluri-professionnelles – mille seront en service à la fin de l'année 2016.

Pour ce qui est de l'accès aux soins, les hôpitaux de proximité sont un élément important. C'est pourquoi nous avons tenu à ajouter des financements hors du dispositif de tarification à l'activité que vous aviez mis en place, ce qui a permis le maintien d'hôpitaux de proximité dans des territoires ruraux.

L'hôpital public est un autre élément important de l'accès aux soins et nous avons, depuis 2012, créé 31 000 postes de soignants dans les hôpitaux publics.

Je veux affirmer ici à quel point le Gouvernement est reconnaissant et a du respect pour l'ensemble des agents du service public hospitalier car ils font au quotidien un travail extrêmement difficile, et c'est d'autant plus vrai depuis les attentats que nous avons subis.

C'est pourquoi le projet de l'opposition, qui consiste à supprimer des dizaines de milliers de postes dans les hôpitaux publics, est funeste pour la santé des Français. (*Vives protestations sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

M. Claude Goasguen. Et voilà !

M. Yves Censi. C'est reparti !

Mme Ségolène Neuville, secrétaire d'État. Quant à votre projet de rétablir le jour de carence, il n'est pas respectueux pour les agents du service public hospitalier (*Mêmes mouvements*)...

...et je le combattrai ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain – Protestations persistantes sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

Données clés

Auteur : [M. Guillaume Garot](#)

Circonscription : Mayenne (1^{re} circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4484

Rubrique : Politique sociale

Ministère interrogé : Personnes handicapées et lutte contre l'exclusion

Ministère attributaire : Personnes handicapées et lutte contre l'exclusion

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [21 décembre 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [21 décembre 2016](#)